



Appel du CNF du 12 et 13 septembre 2024

La Fédération CGT des Services publics, avec la Confédération, n'a pas hésité à appeler dès le 12 juin à voter pour le programme du NFP. Nous avons considéré que ce programme, qui intègre dans ses engagements plusieurs de nos revendications fondamentales, répondait, et répond toujours, à l'urgence du moment et constitue un point de départ pour aller plus loin dans la satisfaction de nos revendications. A présent, il nous revient de rencontrer les élus, contrôler leurs actions, leurs votes à l'assemblée nationale...

Ce n'était pas un chèque en blanc, quel qu'aurait été le gouvernement issu des élections législatives, la CGT avait prévu de se mobiliser pour gagner des mesures favorables aux travailleurs.

En nommant Michel Barnier Premier Ministre, Macron affiche son mépris et tourne le dos au vote des françaises et des français : non seulement il ne tient pas compte du front qui a empêché l'extrême droite d'arriver au pouvoir, mais les reculs sociaux, rejetés dans les urnes, vont se poursuivre et s'aggraver avec le soutien du RN et ses alliés. Les annonces budgétaires promettent une nouvelle et violente politique de baisse des dépenses publiques et de nouvelles attaques contre les droits des salarié-es et des fonctionnaires. Le projet Guérini, en sommeil, n'est pas enterré, malgré un gouvernement démissionnaire, des mesures anti-statutaires continuent à être mises en œuvre.

STOP ! C'est une politique de progrès social que nous revendiquons :

- Augmentation des salaires, le point d'indice à 6 € et revalorisation des grilles dans la Fonction publique, revalorisation des pensions de retraite, assurer enfin l'égalité entre femmes et hommes ;
- Abrogation de la réforme des retraites et rétablissement de la retraite à 60 ans à taux plein (55 ans pour les métiers pénibles) et défense et pérennisation de la CNRACL ;
- Des moyens pour les Services publics territoriaux avec un réengagement financier de l'État à la hauteur des besoins ;
- Défense de la Fonction publique de carrière c'est-à-dire du statut des fonctionnaires : abrogation de la loi dite de Transformation de la Fonction publique et abandon du projet de loi Guérini ;
- Abrogation de la loi Asile-Immigration ;
- Arrêt de la répression syndicale ;
- La paix et le désarmement.

La CGT appelle à une journée de grève et de manifestation le 1er octobre 2024.

Il s'agit pour nous de contribuer à faire grandir le rapport de force, dans l'unité la plus large et d'être la force motrice sur la base de nos revendications.

Dans l'objectif de réussir cette mobilisation du 1er octobre et de préparer ses suites, le CNF appelle les syndicats de la Fédération :

- À réunir les syndiqué-es ;
- À organiser des heures d'information syndicale en direction des collègues ;
- À planifier des diffusions de tracts, collages ;
- À mener en parallèle une campagne de syndicalisation pour renforcer l'action CGT et GAGNER.

Le CNF appelle également à participer à tous les rassemblements concernant l'exigence du cessez-le-feu en Palestine et la dénonciation du génocide en cours contre le peuple Palestinien, ainsi que :

- Le 21 septembre pour la paix et le désarmement,
- Le 28 septembre pour le droit et la liberté de l'IVG

Montreuil, le 13 septembre 2024